

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
Cité administrative
BP1708
Cedex 09
65017 TARBES

TARBES, le 13/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXTER MUNITIONS SA

13 bis chemin des poudrières
65000 Tarbes

Références : 2023-0661-Dp
Code AIOT : 0006802521

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 dans l'établissement NEXTER MUNITIONS SA implanté 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXTER MUNITIONS SA
- 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes
- Code AIOT : 0006802521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site Nexter munitions se situe au Nord-Est de l'agglomération de Tarbes. Il est spécialisé dans la production d'explosifs primaires et la réalisation de composants ou objets pyrotechniques. Il accueille également un service d'étude et de développement. Le site est soumis à autorisation et classé Seveso Seuil Haut pour la fabrication et le stockage de produits explosifs. L'exploitation du site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale : Accidentologie seveso
- action régionale : Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite	1 mois
9	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article D5	/	Lettre de suite	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des évènements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
6	Secheresse - réduction des prélèvements	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1	/	Sans objet
7	Secheresse - mesures de restriction	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2	/	Sans objet
8	Secheresse - bilan	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur la partie "retour d'accidentologie" mais

des observations ont été émises. On notera principalement celle concernant l'amélioration des consignes de nettoyage et la mise à jour du SGS sur le §.6.2 Accidentologie.

2 constats ont toutefois été identifiés lors de la visite des installations concernant l'état des stocks et les opérations de débroussaillage.

Concernant la gestion de l'épisode sécheresse de 2022, malgré la non prise en compte du niveau de gestion alerte renforcée, l'exploitant a maîtrisé ses prélèvements et mis en place des actions de réduction permettant de respecter le débit maximal autorisé en situation de crise sécheresse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté son système de gestion de la sécurité (document référencé NMU-PR-13-00-INO1 Indic.A), et notamment le § 6.2 relatif à la notification des accidents majeurs, incident ou presque incident. Ce § 6.2 est à mettre à jour, l'exploitant réalisant un retour d'expérience de l'accidentologie d'autres sites en se basant sur plusieurs sources documentaires non décrites dans le SGS (reporting mensuel sécurité groupe, réunion annuelle du syndicat SFEPA, BARPI.....) qui détaillent les accidents ou événements significatifs d'autres sites. Ces événements sont bien analysés et un retour est fait aux agents du site de Tarbes via les réunions trimestrielles sécurité. Ce constat a pu être fait au travers des derniers accidents recensés et notamment de l'accident survenu en 2022 à Bergerac sur le site de Manuco (voir détail point de constat suivant).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Constats : Les évènements du site font l'objet d'une instruction définissant les modalités de leur remontée via la procédure "Traitement des événements accidentels" référence AG-NG-700-DR02.indB basée sur la méthode DMR (dommage maximal raisonnable) définie par la procédure AQ-NG-700-IN03-FQ01. Un tableau recense tous les accidents, incidents ou presque incidents du site. Par sondage, il a été vérifié que deux incidents (1 modéré et 1 élevé) respectaient bien les procédures sus-évoquées. Ces derniers ont bien été remontés au groupe Nexter et ont fait l'objet d'une information en interne. Les fiches incidents sont complètes et comprennent bien un plan d'action spécifique. L'ajusteur régleur de l'UCAR a été questionné lors de la visite sur l'incident survenu le 04/03/2023 et notamment des actions correctives mises en place. Un mode opératoire relatif au nettoyage de la raquette de l'outillage est en cours de rédaction (mode opératoire à transmettre à l'inspection). L'ajusteur réalise déjà cette action mais une traçabilité par mode opératoire doit être mise en place. Concernant les opérations de nettoyage de l'atelier UCAR, la consigne relative au nettoyage du système d'aspiration doit être complétée afin d'y intégrer le nettoyage du tuyau d'aspiration (relié au seau de collecte). L'exploitant doit vérifier que les consignes de nettoyage de tous ces ateliers sont bien explicites et permettent bien un nettoyage complet de tous les équipements. Ce point est important car il a pu être constaté que l'absence de nettoyage ou un mauvais nettoyage pouvait être à l'origine d'accidents majeurs (cas de l'accident sur le site Manuco de Bergerac en août 2022 - accident bien identifié par Nexter dans son recensement des accidents externes et retour d'expérience de cet accident lors des réunions annuelles du syndicat du SFEPA avec information/sensibilisation faite aux salariés lors des réunions trimestrielles avec rappel sur les consignes de nettoyage).</p> <p>De même, il a été constaté la bonne mise en œuvre des actions correctives du deuxième incident étudié (incident du 02/06/2023 - chute d'une personne) avec sensibilisation en réunion trimestrielle et repérage et marquage au sol des zones extérieures à risque de chute).</p> <p>Aucun évènement récent ne concerne des accidents majeurs ou en lien avec une défaillance des MMR du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Le §7 du SGS précise les modalités d'évaluation périodique de la PPAM et du SGS, notamment via une évaluation de la performance annuelle. Cette évaluation concerne tous les chapitres du SGS. Le résultat de cette évaluation est ensuite présenté en revue de direction. Elle est basée sur le retour des visites internes (audits et visites internes) et externes (DREAL/IPE) ainsi que sur l'évaluation trimestrielle des MMR. Lors de la dernière évaluation, un critère ressortait à améliorer : la gestion de la situation de crise suite au constat en 2022 d'une cellule de crise peu opérationnelle (renouvellement du personnel d'astreinte). Un plan d'action a été mis en place en 2023 avec 3 exercices de situation de crise planifiés + 1 exercice PPI. Pour l'instant, 1 exercice POI a été réalisé en février 2023 (compte-rendu présenté lors de l'inspection) ainsi que l'exercice PPI. Les deux autres sont programmés d'ici la fin d'année. Le dernier audit SGS relative à la gestion des événements accidentels a été réalisé en 2017 : un écart avait été constaté concernant les situations d'urgences environnementales qui n'étaient pas indiquées au §6.2 du SGS. Suite à ce constat, le SGS a bien été mis à jour et intègre les événements santé sécurité et environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet

<p>de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose d'un état des stocks détaillé disponible sous format dématérialisé ainsi qu'une synthèse macro permettant d'obtenir par rubrique ICPE les quantités présentes. L'état des stocks détaillé est disponible en journée via une extraction informatique : l'exploitant a indiqué que cet état des stocks ne pouvait être extrait la nuit (serveur en maintenance). L'exploitant doit mettre en place une édition automatique en fin de journée afin que l'état des stocks des matières dangereuses soit disponible la nuit. La synthèse macro est mise à jour de manière hebdomadaire et accessible à tout moment. Pour davantage de lisibilité, l'exploitant pourrait compléter cette synthèse macro avec la masse présente en eq TNT.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : Lors de la visite du site, il a été constaté l'affichage des risques pyrotechniques et risques inflammables ou comburants des zones de stockage. Cet affichage mérite d'être complété avec l'ensemble des risques potentiellement présents dans chaque bâtiment. En effet, il a pu être constaté au niveau du bâtiment 770 l'absence d'affichage du risque "dangereux pour l'environnement" et du risque "toxique" alors que des produits classés au titre des rubriques 4510 et 4130 sont présents.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Secheresse - réduction des prélèvements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 1						
Thème(s) : Risques chroniques, Secheresse - réduction des prélèvements						
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet						
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.</p> <p>Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :</p>						
Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	Nom de la masse d'eau	Prélèvement annuel (m³)	Débit de prélèvement maximal journalier			
			Niveau de gestion sécheresse			
			Normal	Vigilance => limitations volontaires	Alerte => réduction visée de 30 %	Alerte renforcée => réduction visée de 50 %
Nappe d'accompagnement	Adour	Année 2019 : 6 186 m³ Année 2020 (COVID) : 4 988 m³	28 m³/j (moyenne)	26 m³/j	20 m³/j	14 m³/j
<p>Constats : Le site Nexter a consommé, en 2022, 5 205 m³ d'eau. Le site n'est donc pas soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées (< seuil de 10 000 m³/an).</p> <p>L'exploitant a indiqué n'avoir pas été informé par les services de l'état du passage en alerte renforcée le 11/08/2022 de l'Adour. Il est à rappeler que l'exploitant se doit d'être tenu informé régulièrement de la situation hydrique de son secteur en se rendant sur le site propluvia du ministère de la transition écologique, et que les services de l'état n'ont pas d'obligation d'informer personnellement les utilisateurs d'eau (information sur propluvia et sur le site de la préfecture). Ce point sur l'information de la situation du cours d'eau vis à vis de la sécheresse était bien précisé dans l'article 2 de l'APC (cf. Point de constat suivant).</p> <p>Pour autant, l'exploitant a respecté le débit fixé en alerte renforcé de 14 m³/j (moyenne entre 8 et 14 m³/j entre août et novembre 2022) sauf la première semaine de reprise d'activité en août (33 m³/j) mais lié à la remise en sécurité des installations: ce surplus de consommation liée à des enjeux sécuritaires n'est pas concerné par les restrictions de sécheresse.</p>						
Type de suites proposées : Sans suite						
Proposition de suites : Sans objet						

N° 7 : Secheresse - mesures de restriction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2		
Thème(s) : Risques chroniques, Secheresse - mesures de restriction		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.</p> <p>Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse.</p> <p>L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/. Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.</p> <p>Les mesures d'urgence sont les suivantes :</p>		
Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives de niveau en niveau non spécifiques ICPE	Mesures spécifiques cumulatives ICPE (process...)
<u>Alerte</u>	<ul style="list-style-type: none"> Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique Test des poteaux incendie interdit 	<ul style="list-style-type: none"> Limitation de certains process utilisant l'eau en continu Sensibilisation sur la réduction des volumes d'eau servant au nettoyage des salles en recommandant une attention particulière
<u>Alerte renforcée</u>	<ul style="list-style-type: none"> Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit 	
<p>Constats : L'exploitant a mis en place en 2022 les actions relatives au niveau de gestion alerte (n'ayant pas identifié le passage au niveau d'alerte renforcée dès le 11 août 2022) mais qui sont semblables à celles prescrites en alerte renforcée avec notamment l'interdiction d'arrosage des pelouses, le nettoyage des véhicules et voiries, l'absence de tests incendie. Une sensibilisation générale par mail a été faite régulièrement à l'ensemble du personnel durant cette période.</p>		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 8 : Secheresse - bilan

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Secheresse - bilan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction, - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités, - les coûts afférents - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. <p>Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.</p>
Constats : Le bilan a été présenté à l'inspection des installations classées lors de la visite. Il n'appelle pas d'observation particulière.
Observations : L'inspection des installations classées rappelle toutefois que ce bilan est à transmettre dans le mois suivant la fin des restrictions d'usage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/07/2001, article D5
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local de stockage est entouré d'une bande coupe-feu de 3 m désherbée, permettant de maîtriser les risques d'incendie de la végétation et leur conséquence possible sur les dépôts.</p> <p>Les merlons entourant les dépôts seront entretenus sur leurs faces internes jusqu'au sommet.</p>
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence de débroussaillage sur les merlons entourant les dépôts (présence de végétation abondante). L'inspection a pu noter la présence d'une entreprise extérieure réalisant des opérations de débroussaillage aux abords de la partie dépôt sur la route d'accès à ce dernier : l'exploitant a indiqué que le débroussaillage des merlons sera fait dans les prochains jours. L'exploitant devra justifier ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours